



Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le 24 FEV. 2026

ID : 022-212200810-20260224-2026\_DB\_020-DE

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

## ANNEE 2026

## SOMMAIRE

### **I) Environnement économique**

1.1 Mondial

1.2 Zone Euro

1.3 National

### **II) Situation financière communale**

2.1 Données chiffrées

2.2 Liens financiers avec l'intercommunalité

2.3 Situation financière

### **III) Analyse rétrospective**

3.1 Dépenses de fonctionnement

3.2 Recettes de fonctionnement

### **IV) Analyse prospective**

4.1 Orientations budgétaires de la commune

4.2 Etat de la dette

4.3 Chaîne de l'épargne

### **V) Plan Pluriannuel d'Investissement**

5.1 Projets d'investissement

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le **24 FEV. 2026**

ID : 022-212200810-20260224-2026\_DB\_020-DE

## I) Environnement économique

### 1.1 Mondial

Les projections évaluent la croissance mondiale à 3,3% en 2026.

Elle se maintient à un rythme élevé malgré les droits de douanes de l'administration américaine.

L'activité des États-Unis permet une croissance attendue à 2,4%. Tandis que pour la zone Euro, elle devrait rester presque inchangée avec 1,3 %, même avec la relance de l'investissement en Allemagne.

La Chine verra sa croissance ralentir avec des estimations à 4,5%.

Au sujet de la politique monétaire, les grandes banques centrales comme la Réserve Fédérale Américaine maintiendrait leurs taux à 3,45 % ainsi que la Banque Centrale Européenne à 2%.

Les risques sur la croissance mondiale restent les effets de la hausse des droits de douane et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient.

### 1.2 Zone Euro

En zone Euro, la croissance du PIB resterait faible à 1,3 % selon le Fonds Monétaire International.

Une forte hausse des exportations de biens Unis a eu lieu au 1<sup>er</sup> semestre 2025.

La croissance européenne serait tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,3 % en Espagne. La croissance française se positionnerai à 1%. L'activité restera faible en Italie à 0,7%. La croissance allemande devrait redémarrer à 1,1 % sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.

Selon la BCE, l'inflation resterait globalement faible cette année, à 1,9 % puis à 1,8 % en 2027, sous les effets de la baisse des prix de l'énergie.

L'inflation sous-jacente qui exclut l'énergie et l'alimentation resterait supérieure à 2 % avec des prix de services toujours élevés dans certains pays notamment en Allemagne.

### 1.3 National

#### ▪ La croissance

En France, l'INSEE prévoit une croissance du PIB estimée à 1 % en 2026 contre 0,9 % en 2025.

Le climat politique continuerait de freiner une reprise en 2026 sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

## ▪ L'inflation

L'inflation française resterait inférieure à 2% en 2026 s'expliquant par la baisse des prix du pétrole et du gaz, l'appréciation de l'euro, la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

Elle est l'une des plus faible de la zone euro.

## ▪ Le marché du travail

Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié privé a diminué de 0,3 % soit - 60 600 emplois. Au cours du trimestre, les contrats d'alternance ont représenté environ les deux tiers de cette baisse.

Sur un an, l'emploi salarié privé a baissé de 112 100 emplois par rapport à l'année 2024.

Le taux de chômage a atteint 7,7 % fin 2025. Il est attendu en légère hausse à 7,8 % en 2026.

## ▪ Le déficit public et la dette de l'Etat

En 2025, le déficit public atteint 5,4 % du PIB (soit 131,6 Md€).

En 2026, l'objectif est de le réduire à 5% du PIB (soit 134,6 Md€).

A la fin du 3ème trimestre 2025, la dette publique s'établit à 3 232 Md€. En 2026, la part de la dette publique atteindrait plus de 118% du PIB contre 116% en 2025.

## ▪ Loi spéciale de finances

La loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances a été publiée au Journal officiel du 27 décembre 2025.

Elle est composée de trois articles pour valider les autorisations de percevoir les impôts existants, permettre à l'Etat de recourir à l'emprunt, et à reconduire les prélèvements sur les recettes au profit des collectivités territoriales jusqu'à l'adoption d'un projet de loi de finances.

## ▪ Loi de Finances 2026

Le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2026 a été adoptée le 2 février 2026 par l'Assemblée Nationale.

### Les principales mesures relatives aux collectivités locales

Un effort de deux milliards d'euros est demandé aux collectivités locales.

Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico) est maintenu en 2026 pour 740 M€. Les communes sont exonérées.

L'enveloppe du Fonds vert va baisser à 840 M€ contre 1,15 Md€ en 2025.

Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) financé par une cotisation des collectivités correspondant à 0,9 % de leur masse salariale, va voir son enveloppe plafonnée à 397 millions d'euros, le reste revenant à l'État.

La Dotation Globale de Fonctionnement est maintenue à son niveau de 2025 soit à 27,4 Md€.

La liaison entre les taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et de la taxe foncière est supprimée, afin que les communes puissent augmenter le premier sans pénaliser les propriétaires résidant à l'année sur leur territoire.

Une prime régaliennne annuelle de 500 € va être versée aux Maires.

La rupture conventionnelle des fonctionnaires est pérennisée suite à son expérimentation depuis 2019.

#### Les principales mesures destinées aux particuliers

Le barème de l'impôt sur le revenu est indexé sur l'inflation (+ 0,9%).

L'abattement actuel de 10% sur les pensions de retraite est maintenu.

La prime d'activité va être revalorisée à hauteur de 50 € en moyenne.

Le repas à un euro dans les restaurants universitaires sera étendu à l'ensemble des étudiants même non boursier.

Un nouveau dispositif « Relance Logement » pour les achats de logement pour des locations à prix abordables pendant un minimum de 9 ans.

MaPrimeRénov' est reconduit pour l'ensemble des ménages pour réaliser des travaux de rénovation énergétique.

#### Les principales mesures pour l'emploi et les entreprises

La contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises (CEBGE) est prolongée en 2026. Elle s'appliquera aux entreprises ayant un chiffre d'affaires d'au moins 1,5 Md€ et étant redevables de l'impôt sur les sociétés, ce qui correspond à environ 300 groupes.

L'exonération de droits de mutation à titre gratuit dite "pacte Dutreil", appliquée aux transmissions d'entreprises familiales, est davantage encadrée. L'abattement fiscal de 75% sera réservée uniquement aux biens strictement professionnels.

Des dispositions en faveur des agriculteurs sont reconduites. Le régime fiscal des indemnités est consolidé. Un crédit d'impôt de 7,5% pour soutenir les exploitants adhérant aux coopératives d'utilisation du matériel agricole (Cuma) est créé. Le crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique est prolongé jusqu'en 2028. Le label "haute valeur environnementale" (HVE) est prolongé en 2026.

II) Situation financière communale

2.1 Données chiffrées

▪ La Population Hillionnaise

La **population totale** est la somme de la population municipale et de la population comptée à part. La population totale en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 est de 4 427 habitants.

Les chiffres utilisés pour le calcul des populations légales figurant dans la fiche adressée par les services de l'INSEE tous les ans s'appuient sur l'enquête de recensement de 2023.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
INSEE	4 257	4 280	4 345	4365	4395	4427
DGF	4 434	4 458	4 525	4548	4542	

Le chiffre de la DGF sera connu à la fin de l'année 2026.

▪ Le potentiel fiscal par habitant

Le **potentiel fiscal** est un indicateur qui vient mesurer la richesse fiscale potentielle d'une collectivité par rapport aux autres collectivités de la même strate et ce indépendamment des choix de gestion. Il correspond au produit fiscal que percevrait la collectivité si elle appliquait les taux moyens nationaux à ses bases fiscales. Un indicateur supérieur à la moyenne nationale signifie que les bases fiscales sont élevées ; une collectivité est alors considérée comme

« riche » : elle recevra peu de dotations de l'Etat. Dans le cas inverse, elle se situe jusqu'à présent en dessous des valeurs de la strate.

	2021	2022	2023	2024	2025
HILLION	722,29	730,15	652,28	724,10	781,53
STRATE	974,32	974,31	936,71	1 004,04	1 037,49

▪ L'effort fiscal

L'**effort fiscal** est le rapport entre le produit fiscal réellement perçu et le potentiel fiscal. Cet indicateur permet d'évaluer la pression fiscale exercée sur les contribuables de la commune. Plus la pression fiscale est élevée et plus l'Etat octroie de dotations. La commune de Hillion, se situe dans cette position.

	2021	2022	2023	2024	2025
Effort fiscal	1,5352	1,5429	1,5163	1,4511	1,4033
Effort fiscal moyen de la strate	1,1201	1,1395	1,1327	1,1131	1,1101
Différence	0,4151	0,4034	0,3836	0,3380	0,2932

## 2.2 Liens financiers avec l'intercommunalité

### 2.2.1 Saint-Brieuc Armor Agglomération

#### Le pacte fiscal et financier

Le pacte fiscal et financier constitue un outil permettant d'atteindre les objectifs du projet de territoire en instaurant une solidarité.

Ses dispositions financières ont été approuvées lors du Conseil d'Agglomération du 23 septembre 2021.

Les critères du calcul de la répartition du **Fonds Communautaire de Fonctionnement** (FCF) sont : les capacités de développement humain (exemple : population scolarisée), les capacités d'intervention des communes (exemple : densité de la population), les capacités d'attractivité et de développement (exemple : taux de chômage) et les services rendus par les écosystèmes naturels (terres agricoles, capacités de stockage du Co2).

Une fois ces critères appliqués, les petites communes peuvent bénéficier d'une dotation minimum garantie « dotation socle » en fonction du nombre d'habitants.

Une actualisation des données utilisées dans ce système de péréquation a été réalisé en 2024 pour les années 2024, 2025 et 2026.

A Hillion, le montant à percevoir pour 2026 sera de 52 550 €.

### La Dotation d'Attribution de Compensation

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

24 FEV. 2026

ID : 022-212200810-20260224-2026\_DB\_020-DE

Le montant de l'attribution versée par SBAA évolue en fonction des compétences transférées. En 2025, la Commune a perçu 173 743 € de DAC. La prévision de la **Dotation d'Attribution de Compensation** pour l'année 2026 est estimée à 159 694 €.

Lors des dernières Commissions Locales d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), des modulations ont été prises en application concernant l'AOAJE (- 12 197 €), les entrées et transport vers les piscines (+797 €) et le PLUi (- 2 649 €).

L'Agglomération a été désignée comme Autorité Organisatrice de l'Accueil du Jeune Enfant (AOAJE). Il s'agit d'une nouvelle responsabilité créée par la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi qui vise à améliorer l'accueil du jeune enfant. Pour accompagner financièrement les AOAJE, un arrêté interministériel du 22/10/2025 a notifié les montants attribués au titre de 2025 aux communes de plus de 3 500 habitants. Le Conseil Communautaire a approuvé le partage de ce financement à hauteur de 50 % entre l'Agglomération et les communes bénéficiaires.

Au sujet du transport des élèves vers les piscines, auparavant Hillion réglait les entrées piscine et les coûts de transport et percevait une subvention sur le transport. Maintenant, SBAA prend en charge les entrées piscine et la commune continue de financer le transport mais il n'y aura plus de subvention. Il s'agit d'une harmonisation entre l'ensemble des communes de l'agglomération en diminuant également les charges administratives et flux financiers.

Suite à l'approbation du PLUi Le 26 juin 2025, pour la compétence « planification urbaine », la réfaction concerne des coûts d'élaboration et des besoins en ressources pour assurer le suivi.



## 2.3 Situation financière

Le tableau suivant présente les données extraites des comptes administratifs-financier unique pour les années 2021 à 2024, ainsi que les données provisoires du compte financier unique 2025.

	2021	2022	2023	2024	2025p
A-Recettes de gestion	4 349 639 €	4 571 054 €	4 752 633 €	5 131 411 €	4 950 681 €
B-Dépenses de gestion	3 709 732 €	3 963 235 €	4 007 887 €	4 071 480 €	4 132 710 €
C-Epargne de gestion (A-B)	639 908 €	607 818 €	744 746 €	1 059 930 €	817 971 €
Total intérêts	109 533 €	117 144 €	133 713 €	120 586 €	110 384 €
D-Epargne brute (C - intérêts)	530 375 €	490 674 €	611 034 €	939 344 €	707 588 €
Taux épargne brute (EG/RG)	12,19%	10,73 %	12,86%	18,31%	14,29%
Dette	374 151 €	466 109 €	486 686 €	490 507 €	431 585 €
E-Epargne nette (D - dette)	156 224 €	24 566 €	124 348 €	448 837 €	276 003 €
Taux épargne nette (E/A)	3,59%	0,54 %	2,62%	8,75%	5,58%

Les **recettes de gestion** sont composées des produits des services, des impôts et taxes, des dotations, des locations, des produits exceptionnels (ex : remboursement sinistres assurances) et de remboursements (ex : indemnités journalières).

Envoyé en préfecture le 24/02/2026  
Reçu en préfecture le 24/02/2026  
Publié le 24 FEV. 2026  
ID: 022-212200810-20260224-2026\_DB\_020-DE

Les **dépenses de gestion** sont constituées (carburants, denrées alimentaires, produits d'entretien, petites fournitures), des services (maintenance, prestations de services, locations mobilières et immobilières, entretien/réparation des bâtiments-voirie-matériel, assurances, transports, frais de téléphone et d'affranchissements...), des dépenses de personnel (salaires, cotisations...), des indemnités des élus et des subventions aux associations, au CCAS et aux écoles.

L'**épargne de gestion** est constituée de la différence entre les recettes et les dépenses hors intérêts de la dette.

L'**épargne brute** est égale à l'excédent des recettes sur les dépenses (épargne de gestion) moins les intérêts des emprunts.

L'**épargne nette** correspond à l'épargne brute après déduction des remboursements du capital de la dette soit l'épargne disponible.

De manière générale, les recettes de gestion évoluent positivement d'année en année. Le pic en 2024 est dû au versement d'une subvention exceptionnelle de l'Etat que l'on ne retrouve pas en 2025. Entre 2024 et 2025, l'évolution des recettes est de -3,52 % et pour les dépenses de +1,50 %.



### III) Analyse rétrospective

#### 3.1 Dépenses de fonctionnement

	2021	2022	2023	2024	2025p
Charges à caractère général	867 189 €	938 086 €	989 280 €	1 098 402 €	1 126 530 €
Charges de personnel	2 341 048 €	2 499 661 €	2 494 367 €	2 500 290 €	2 534 664 €
Atténuations de produits	- €	142 €	41 €	- €	- €
Autres charges de gestion courantes	496 744 €	511 444 €	520 973 €	472 788 €	471 515 €
Charges financières	109 533 €	117 144 €	133 713 €	120 586 €	106 060 €
Charges spécifiques	4 751 €	12 454 €	1 635 €	63 €	355 €
Provisions		1 448 €	1 593 €	- €	919 €
<b>Total dépenses fonctionnement</b>	<b>3 819 265 €</b>	<b>4 080 379 €</b>	<b>4 141 600 €</b>	<b>4 192 130 €</b>	<b>4 240 043 €</b>

#### ▪ Les charges à caractère général

	2021	2022	2023	2024	2025p
Achats (fluides, fournitures...)	483 761 €	466 069 €	517 209 €	550 242 €	538 419 €
Services (maintenance, assurances, locations...)	201 714 €	240 346 €	245 077 €	310 209 €	328 687 €
Prestations extérieures (animations, cotisations, transports...)	175 147 €	221 447 €	221 035 €	229 286 €	249 403 €
Impôts et taxes	6 567 €	10 224 €	5 958 €	8 665 €	10 021 €
<b>Total charges à caractère général</b>	<b>867 189 €</b>	<b>938 086 €</b>	<b>989 280 €</b>	<b>1 098 402 €</b>	<b>1 126 530 €</b>

Les **dépenses de fonctionnement** ont augmenté de 1,14 % entre 2024 et 2025 contre 1,22 % entre 2023 et 2024.

En 2025, les dépenses les plus importantes sont représentées à 60 % pour les charges de personnel, 27% par les charges à caractère général, et 11% pour les charges de gestion courante.

Au niveau des **charges à caractère général**, les **achats 2025** ont baissé d'environ 11 830 € dû notamment à une différence sur les coûts des denrées alimentaires avec le nouveau groupement d'achats.

Pour les **services**, la différence peut s'expliquer par des coûts de réparation de matériel vieillissant et les interventions du centre d'exploitation de Saint-Brieuc Armor Agglomération sur la voirie.

Concernant les **prestations extérieures**, la redevance de la collecte des déchets auparavant enregistrée au chapitre 65 est à présent au chapitre 011 et son montant est plus important avec la mise en place de la redevance spéciale.

L'augmentation des **impôts et taxes** se situe sur les droits d'auteurs lors des manifestations ou spectacles dont les taxations diffèrent selon les contenus diffusés, le nombre d'entrées, les coûts de cession...

• Les charges de personnel

	2021	2022	2023	2024	2025p
Titulaires	1 218 048 €	1 351 656 €	1 367 287 €	1 449 563 €	1 396 424 €
Non titulaires	348 794 €	335 003 €	315 715 €	234 549 €	264 035 €
Emplois d'insertion + apprentis	4 479 €	24 676 €	15 820 €	16 168 €	10 955 €
Personnel extérieur	70 893 €	37 120 €	18 948 €	29 592 €	41 331 €
Charges sociales	630 908 €	668 604 €	680 821 €	677 222 €	729 364 €
Assurance du personnel	67 926 €	82 602 €	95 776 €	93 197 €	92 556 €
<b>Total charges de personnel</b>	<b>2 341 048 €</b>	<b>2 499 661 €</b>	<b>2 494 367 €</b>	<b>2 500 290 €</b>	<b>2 534 664 €</b>
Atténuations de charges (indemnités journalières, compensation suppl. familial, agent en décharge syndical, emplois d'avenir, cui)	104 026 €	108 198 €	77 662 €	108 099 €	126 677 €
<b>Total charges nettes de personnel</b>	<b>2 237 022 €</b>	<b>2 391 463 €</b>	<b>2 416 705 €</b>	<b>2 392 191 €</b>	<b>2 407 987 €</b>

• Effectifs en Equivalent Temps Plein

Envoyé en préfecture le 24/02/2026  
Reçu en préfecture le 24/02/2026  
Publié le **24 FEV. 2026**  
ID : 022-212200810-20260224-2026\_DB\_020-DE

Au 31/12	2021	2022	2023	2024	2025
Agents titulaires	44,86	45,83	46,44	45,86	42,92
Agents contractuels	10,24	6,40	5,33	3,24	6,50
<b>Effectif total</b>	<b>55,10</b>	<b>52,23</b>	<b>51,77</b>	<b>49,10</b>	<b>49,42</b>

Les **charges de personnel** ont évolué à + 1,37 % comparé à l'année précédente.

Les évènements pris en compte sont : le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), les avancements de grade ou d'échelons, la mise en place de la participation à la prévoyance à 15€ par mois par agent ainsi que l'augmentation progressive du taux de contribution employeur à la CNRACL à compter de 2025 à 34,65% pour atteindre 43,65% en 2028. En 2024, il était de 31,65 %.

Au cours de l'année 2025, un agent a été stagiairisé, deux agents ont été mutés vers une autre collectivité, un agent a demandé une disponibilité, un agent a fait valoir ses droits à la retraite et un agent reste en décharge syndicale.

Les dépenses liées au « personnel extérieur » concernent les emplois d'un régisseur et d'un agent de Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes (SSIAP) pour les besoins ponctuels à la salle de spectacles Georges Palante ainsi que de la participation pour les deux agents France Services et de la conseillère numérique.

Les **atténuations de charges** (chapitre de recettes de fonctionnement) pour l'exercice 2025 s'élèvent à 126 677 €.

Les charges nettes de personnel s'élèvent donc à 2 407 987 €.

## Les charges de gestion courante

	2021	2022	2023	2024	2025p
Indemnités des élus	120 461 €	121 763 €	123 876 €	122 111 €	125 266 €
Autres contributions obligatoires	114 319 €	158 135 €	183 165 €	97 617 €	60 990 €
Subvention au CCAS	87 612 €	54 616 €	43 540 €	58 765 €	65 000 €
Subventions aux associations et autres ...	172 700 €	174 596 €	165 710 €	191 933 €	216 661 €
dont subventions aux associations	43 950 €	47 840 €	47 455 €	49 210 €	49 850 €
dont subventions aux écoles privées	127 546 €	118 089 €	116 275 €	137 095 €	163 196 €
dont subventions aux écoles publiques	1 204 €	8 666 €	1 980 €	5 627 €	3 615 €
Autres charges	1 651 €	2 334 €	4 682 €	2 363 €	3 598 €
Total charges de gestion courante	496 744 €	511 444 €	520 973 €	472 788 €	471 515 €

Sur ce chapitre des **charges de gestion courante**, les dépenses relatives aux **indemnités** des élus sont fixées dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune (délibération du 16 septembre 2022).

Les **autres contributions obligatoires** comprennent, entre autres, la participation au fonctionnement du multi-accueil à Yffiniac (variant en fonction du nombre d'heures de présence d'enfants

Hillionnais dans la structure) ainsi qu'un rattachement aux années 2017 à 2022. Sont également imputées, les participations aux classes Ulis et bilingues. Ce compte comptait jusqu'en 2023, les facturations du centre d'exploitation de SBAA et jusqu'en 2024, la redevance de la collecte des déchets.

La **subvention au CCAS** a été de 65 000 €. Elle est déterminée en fonction de son résultat et contribue à l'équilibre de son budget.

Les **subventions versées aux associations** sont restées similaires.

Les montants attribués aux **écoles privées** varient selon le nombre d'élèves inscrits. Le montant par élève est déterminé en fonction du coût moyen d'un élève en classe maternelle ou élémentaire des écoles publiques.

Pour les **écoles publiques**, les sommes versées dépendent des sorties réalisées. Pour des sorties en plusieurs séances ou hors région, des forfaits de 15€/an/élève en classe maternelle ou 30€/an/élève en classe élémentaire et 6€/nuitée/élève sont appliqués. Dans le cadre de sorties ponctuelles à la journée, le forfait est de 7€/élève.

Les **autres charges** correspondent aux versements pour les jeunes qui ont effectués des « missions argent de poche » et des rattachements pour des versements dans le cadre de l'aide au permis, des abonnements à des plateformes en ligne pour les écoles publiques (« One », « Mathador » ) et par les professionnels du Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficultés (RASED).

### 3.2 Recettes de fonctionnement

	2021	2022	2023	2024	2025p
Atténuations de charges	104 026 €	108 198 €	77 662 €	108 099 €	126 677 €
Produits des services, du domaine et ventes diverses	372 220 €	403 518 €	455 898 €	465 391 €	435 856 €
Impôts et taxes	2 454 137 €	2 582 661 €	2 745 026 €	2 869 197 €	2 890 911 €
Dotations, subventions et participations	1 358 677 €	1 425 678 €	1 393 632 €	1 368 153 €	1 452 640 €
Autres produits de gestion courante	29 796 €	49 431 €	70 312 €	320 700 €	44 596 €
Produits financiers	7 €	7 €	13 €	19 €	19 €
Produits spécifiques	52 393 €	3 289 €	50 665 €	51 610 €	274 055 €
Reprises sur provisions			261 €	813 €	
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>4 371 256 €</b>	<b>4 572 783 €</b>	<b>4 793 468 €</b>	<b>5 183 982 €</b>	<b>5 224 754 €</b>

<b>Total recettes réelles de fonctionnement courant*</b>	<b>4 318 856 €</b>	<b>4 569 487 €</b>	<b>4 742 530 €</b>	<b>5 131 540 €</b>	<b>4 950 681 €</b>
--	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

\*Le tableau ci-dessus reprend les données du tableau des recettes réelles de fonctionnement hors produits financiers, spécifiques et provisions.

Le chapitre des **atténuations de charges** correspond à des versements d'indemnités journalières suite à des arrêts de travail, aux remboursements du centre de gestion des salaires d'un agent en décharge syndicale, un reversement de la subvention de la mairie de Langueux pour la mise en place de l'espace France Services,

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le 24 FEV. 2026

ID : 022-212200810-20260224-2026\_DB\_020-DE

une indemnité pour l'apprentissage d'un handicap et la compensation des suppléments familiaux.

Les **produits des services** connaissent une baisse de 6%. Elle s'explique par des encaissements moindres pour les concessions aux cimetières, pour la billetterie de la salle de spectacles et dans la restauration scolaire. Pour cette dernière, le repas à 1€ concerne plus de famille. L'Etat compense cette perte pour la collectivité.

64 % des recettes des services proviennent des facturations aux familles pour le périscolaire et l'extrascolaire et 27 % concernent la facturation des repas de la cuisine centrale servis à la résidence autonomie. Les 9 % restants contiennent les abonnements à la médiathèque, ludothèque, les entrées aux spectacles de la saison culturelle, les concessions aux cimetières et les redevances d'occupation du domaine public des concessionnaires des réseaux.

#### Les impôts et taxes

	2021	2022	2023	2024	2025p
Taxes foncières et d'habitation	2 122 849 €	2 225 341 €	2 386 002 €	2 532 837 €	2 555 464 €
Attribution de compensation (DAC)	153 212 €	156 229 €	172 915 €	173 004 €	173 743 €
Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC)	90 404 €	90 408 €	85 209 €	83 334 €	77 260 €
Droits de mutation	82 999 €	108 464 €	98 958 €	77 750 €	81 388 €
Autres taxes (droits de place, rbst tva)	4 673 €	2 219 €	1 941 €	2 272 €	3 056 €
<b>Total impôts et taxes</b>	<b>2 454 137 €</b>	<b>2 582 661 €</b>	<b>2 745 026 €</b>	<b>2 869 197 €</b>	<b>2 890 911 €</b>



Le chapitre des **impôts et taxes** accroit de 21 714 € avec l'évolution des taxes foncières et d'habitation.

Les droits de mutation à titre onéreux (DTMO) sont dus par les acquéreurs lors d'achats de biens immobiliers. Ils varient en fonction du marché où les logements à vendre se font rares dans le secteur.

Pour rappel sur les taxes foncières et d'habitation, depuis 2014, il n'y a pas eu d'augmentation de taux, hormis en 2017, des baisses demandées par Saint Brieuc Agglomération dans le cadre de l'harmonisation fiscale. L'augmentation de ces recettes provient de la progression des bases (1,7 % en 2025).

Le produit du transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties ne coïncide pas forcément avec le produit "perdu" de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales. Un coefficient correcteur est calculé pour compenser l'éventuelle perte de ressources ou à contrario neutraliser la recette supplémentaire. Une compensation est versée à la commune sous-compensée. Un écrêtement de ressources est appliqué à la commune surcompensée.

▪
 [Les dotations, subventions et participations](#)

	2021	2022	2023	2024	2025p
Dotation forfaitaire	595 334 €	597 446 €	603 353 €	605 382 €	604 853 €
Dotation de solidarité rurale	485 756 €	516 701 €	476 238 €	432 147 €	441 022 €
Dotation nationale de péréquation	94 236 €	92 360 €	87 588 €	82 242 €	74 176 €
<b>Dotation globale de fonctionnement (DGF)</b>	<b>1 175 326 €</b>	<b>1 206 507 €</b>	<b>1 167 179 €</b>	<b>1 119 771 €</b>	<b>1 120 051 €</b>

La dotation forfaitaire est essentiellement population et de la superficie.

La dotation de solidarité rurale comporte trois fractions « bourgs-centres » (- 10 000 habitants), « péréquation » (- 10 000 habitants avec un potentiel financier/habitant inférieur au double de celui de la même strate) et « cible » (10 000 premières communes de - 10 000 habitants les plus défavorisées sur les deux premières fractions).

En 2025, la commune était située au rang 11 909. Depuis l'année 2023, une baisse de la DGF est liée à la dotation de solidarité rurale. La partie « cible » versée en 2022 s'élevait à 151 101 €. Avec ce changement de position, une baisse progressive a été appliquée avec le versement de la moitié de ce montant en 2023. Depuis 2024, la commune ne perçoit plus cette part « cible ».

La dotation nationale de péréquation comprend deux parts, une visant à corriger les insuffisances de potentiel financier et une autre part de majoration destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal.

Sur l'année 2024, la commune a perçu une subvention exceptionnelle de 261 108 € de l'Etat encaissée dans les **produits de gestion courante**. Sur 2025, la diminution de recettes sur ce chapitre s'explique en grande partie par la non-reconduction de cette aide, celui-ci comprend également les locations des salles, les loyers et les remboursements de sinistres par les assurances.

Les **produits spécifiques** sont variables d'un exercice à l'autre. Pour 2025, des ventes ont eu lieu à hauteur de 227 000 € pour le foyer morin et 30 000 € pour un terrain rue du fournil au bourg de Saint-René.

## IV/ Analyse prospective

### 4.1 Orientations budgétaires

#### . La stabilisation des dépenses de fonctionnement

Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement doivent être communiqués lors du débat d'orientation budgétaire.

Depuis plusieurs années, les charges de fonctionnement sont limitées et font l'objet d'un suivi régulier.

Malgré les efforts, il reste toujours des charges incompressibles. De plus, la conjoncture économique n'aide pas toujours à l'amélioration de la situation budgétaire.

Le fonctionnement des services est optimisé. Les services à la population sont maintenus tout en veillant à leur bonne qualité.

#### . La fiscalité locale

Depuis 2014, la commune n'a pas augmenté les taux d'imposition.

La pratique de gestion des dépenses de fonctionnement a permis de limiter la pression fiscale sur les ménages. En effet, la commune s'est appuyée sur la création de nouvelles entreprises et de logements, pour augmenter le volume des impôts ménages et les taxes d'aménagement.

La suppression progressive de la Dotation de Solidarité Rurale, fraction cible depuis 2023 a représenté une baisse de dotation de 150 000 €.

#### . L'investissement

Ces dernières années, de nouveaux bâtiments, de structures et d'aménagements ont vu le jour sur le territoire communal : la réfection des réseaux en amont du nouvel aménagement du bourg de Saint-René, la salle de sports du collège (financée en partie par la commune), les cheminements doux entre les deux bourgs, la rénovation et l'extension du groupe scolaire d'Hillion, l'amélioration thermique de la médiathèque et les aménagements de sécurité avec une piste cyclable à Licellion.

La majorité de ces projets structurants ont bénéficié de subventions conséquentes.

Une réflexion a lieu sur la vente de bâtiments (ancien centre de loisirs, ancien presbytère) pour diminuer les coûts d'entretien et participer au financement de nouveaux projets.

Les encaissements sur l'année 2025 correspondants aux ventes du foyer Morin et du terrain rue du Fournil vont contribuer au financement de projets initiés comme la maison médicale. Des subventions sont en cours d'instruction.

Au regard de l'avancement des opérations, pour compléter les plans de financement, le recours à l'emprunt sera nécessaire. Des loyers seront perçus permettant d'assurer une opération blanche pour les finances communales.

Les factures de travaux d'aménagement des rues de la Tour du Fa et des écoles vont être soldés au cours de l'année 2026. Une Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux de 116 056 € et du Fonds Vert pour la Gestion Intégrée des Eaux Pluviales de 68 728 ont été obtenues.

La salle à la carrière du Cré est en cours de construction avec des financements à hauteur de 50 000 € provenant du Département et de Saint-Brieuc Armor Agglomération.

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le 24 FEV. 2026

ID : 022-212200810-20260224-2026\_DB\_020-DE

## 4.2 Etat de la dette

Emprunts	Organisme prêteur	Année	Durée	Capital emprunté	Taux	Capital restant dû au 01/01/2026
1-Construction salle Palante	CREDIT AGRICOLE	2007	25 ans	1 500 000 €	4,18%	435 000 €
2-Groupe scolaire St René	SA CACIB	2009	20 ans	750 000 €	2,01%	150 000 €
3-Mairie, salles associatives	SA CACIB	2011	20 ans	3 000 000 €	1,86%	1 200 000 €
4-Espaces de loisirs intergénérationnels, jardin sensoriel, pumptrack, boulodrome	CREDIT MUTUEL	2019	20 ans	750 000 €	0,68%	544 719 €
5-Aménagement bourg St René	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	900 000 €	0,84%	751 573 €
6-Groupe scolaire Hillion	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	760 000 €	0,69%	639 840 €
7-Salle de sports collège (1er prêt)	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	575 000 €	0,69%	484 090 €
8-Salle de sports collège (2ème prêt)	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	40 ans	425 000 €	1,25%*	390 469 €
9-Pistes cyclables, Licellion, réfection voirie	CREDIT MUTUEL	2021	25 ans	1 100 000 €	0,86%	929 265 €
10-Enfouissement réseaux	BANQUE DES TERRITOIRES	2021	30 ans	640 000 €	1,64%*	599 492 €
<b>TOTAL</b>				<b>10 400 000 €</b>		<b>6 124 448 €</b>

\*Taux révisables indexés sur le taux du Livret A + marge

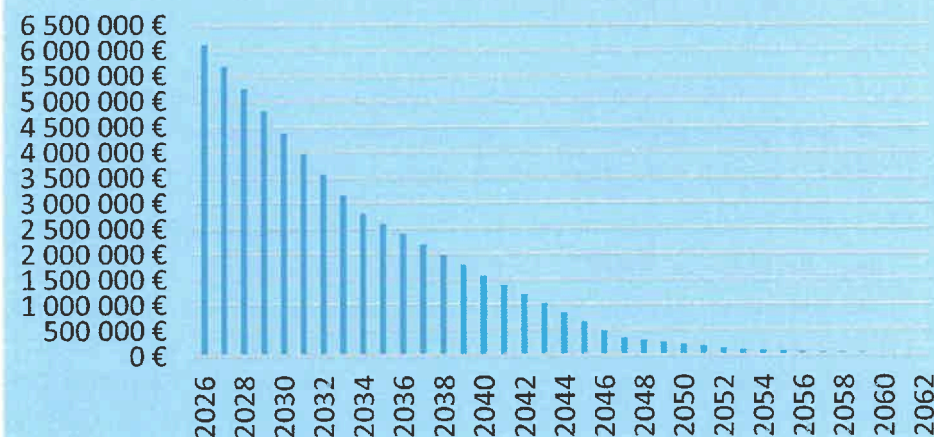
Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

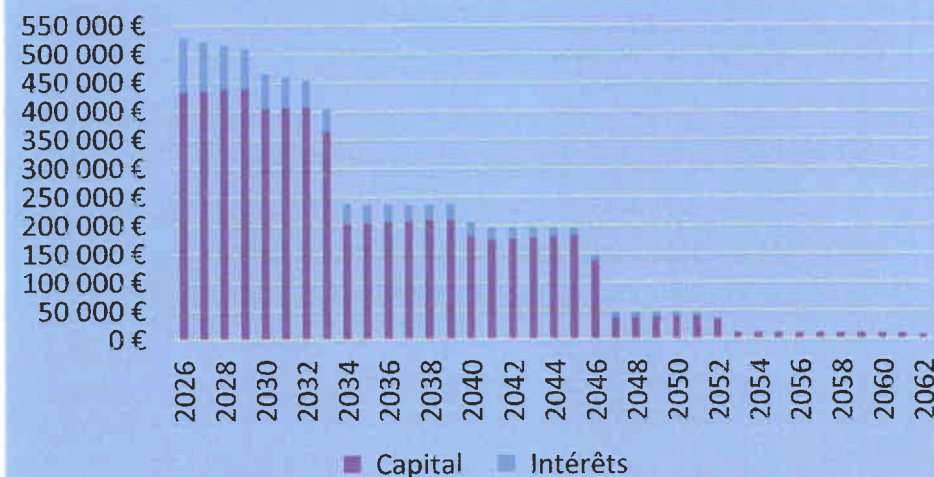
Publié le 24 FEV. 2026

ID : 022-212200810-20260224-2026\_DB\_020-DE

Capital restant dû au 1er janvier 2026



Annuités de remboursement au 1er janvier 2026





Le **capital restant dû** au 1<sup>er</sup> janvier 2026 s'élève à 6 124 448 euros pour un capital emprunté de 10 400 000 euros.

Le premier prêt pris en compte date du 30 mars 2007 dans le cadre du financement de la salle Palante.

Le **remboursement de la dette** pour 2026 s'élève à une annuité de 527 978 euros.

Une **ligne de trésorerie** est contractée auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole (CRCA) des Côtes d'Armor, avec l'index de référence EURIBOR 3 mois moyenné non flooré à 0 et une marge de 0,80 % à hauteur de 700.000 euros pour une durée d'un an.

Une demande de renouvellement sera faite au cours de l'année 2026.

Années	2021	2022	2023	2024	2025
Capital restant dû au 1 <sup>er</sup> janvier	4 872 675 €	6 934 333 €	7 533 225 €	7 046 539 €	6 556 032 €
Habitants	4 257	4280	4345	4365	4 395
Dette par habitant	1 145 €	1 620 €	1 734 €	1 614 €	1 492 €
Moyenne de la strate	728 €	717 €	726 €	710 €	703 €

Années	2021	2022	2023	2024	2025p
Dette globale (encours au 31 décembre)	6 934 333 €	7 533 225 €	7 046 539 €	6 556 032 €	6 124 447 €
Epargne brute	551 980 €	490 674 €	611 034 €	939 344 €	707 588 €
Capacité de désendettement	12,56	15,35	11,53	6,98	8,66

La **capacité de désendettement** détermine le nombre d'années nécessaire à la collectivité pour éteindre sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute annuelle.

Ce ratio est une mesure théorique de la solvabilité financière des collectivités locales.

Pour l'année 2025, la capacité de désendettement s'établit à 8,66 années.

En moyenne, il était admis auparavant qu'une collectivité emprunte sur des durées de 15 ans. A cette condition, une collectivité devait maintenir la capacité de désendettement en-dessous du seuil critique situé à 11-12 ans. Le seuil de vigilance s'établit à 10-11 ans.

Les emprunts contractés par la commune d'Hillion sont établis pour une durée de 20 ans (x3), 25 ans (x5), 30 ans (x1) et 40 ans (x1). Ces durées plus longues permettent de ne pas alourdir la masse des dépenses de fonctionnement avec des charges financières trop élevées chaque année.

En fonction de l'avancée de projets, il sera nécessaire d'avoir recours à l'emprunt sur 2026. Cependant, des loyers seront versés par les locataires selon un montant à déterminer le moment venu.

### 4.3 Chaîne de l'épargne

↳ De 2023 à 2024 : données Compte Financier Unique

↳ 2025 : données Compte Financier Unique provisoire

↳ De 2026 à 2028 : Hypothèses d'évolution :

- Recettes de gestion : 2026 à 2028 : 2 %
- Dépenses de gestion : 2026-2027 : 1,3 %, 2028 : 1,8 %  
(taux inflation source Banque de France)

↳ Capital et intérêts de la dette : calculés sur les emprunts contractés

	2023	2024p	2025p	2026p	2027p	2028p
A-Recettes de gestion	4 752 633 €	5 131 411 €	4 950 681 €	5 049 695 €	5 150 689 €	5 253 702 €
B-Dépenses de gestion	4 007 887 €	4 071 480 €	4 132 710 €	4 186 435 €	4 240 859 €	4 317 194 €
<b>C-Epargne de gestion (A-B)</b>	<b>744 746 €</b>	<b>1 059 930 €</b>	<b>817 971 €</b>	<b>863 259 €</b>	<b>909 830 €</b>	<b>936 508 €</b>
Total intérêts	133 713 €	120 586 €	110 384 €	92 654 €	84 625 €	76 626 €
<b>D-Epargne brute (C - intérêts)</b>	<b>611 033 €</b>	<b>939 344 €</b>	<b>707 587 €</b>	<b>770 606 €</b>	<b>825 204 €</b>	<b>859 882 €</b>
Taux épargne brute (D/A)	12.86%	18.31%	14.29%	15.26%	16.02%	16.37%
Dette	486 686 €	490 507 €	431 585 €	435 325 €	436 994 €	438 685 €
<b>E-Epargne nette (D - dette)</b>	<b>124 347 €</b>	<b>448 837 €</b>	<b>276 002 €</b>	<b>335 281 €</b>	<b>388 210 €</b>	<b>421 197 €</b>
<b>Taux épargne nette (E/A)</b>	<b>2.62%</b>	<b>8.75%</b>	<b>5.58%</b>	<b>6.64%</b>	<b>7.54%</b>	<b>8.02%</b>

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le 24 FEV. 2026

CC-BY-NC-ND 4.0 International

Ce tableau ne prend pas en compte les coûts de gestion de la maison médicale ni les loyers afférents aux cabinets.

Le choix de la maîtrise d'œuvre a été fait au conseil municipal du 26 janvier dernier, des premiers contacts ont eu lieu avec la banque des territoires pour des simulations d'emprunt indexés sur le livret A avec marge et des dossiers de subventions sont en cours d'instruction ou à monter. Le travail du cabinet d'architecte permettra d'affiner le coût des travaux afin de valider les différentes demandes de financement.

## V/ Plan Pluriannuel d'Investissement

### 5.1 Projets d'investissement

(page suivante)

DEPENSES									RECETTES					
	PROJETS	2026	2027	2028	2029	2030	TRAVAUX HT 2026-2030		SUBVENTIONS	2026	2027	2028	2029	2030
PROJETS EN COURS	Voirie	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	500 000 €		Autofinancement	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
	Participation aux logements sociaux	48 500 €					48 500 €		Autofinancement	48 500 €				
	Salle carrière du Cré	90 928 €					90 928 €	Maitrise d'œuvre 13 120 €	Département - Contrat de territoire	15 000 € (Perçu en 2025)				
										15 000 €				
									SBAA - Fonds de concours	20 000 €				
Autofinancement	40 928 €													
PROJETS NON COMMENCÉS	Maison médicale		1 278 880 €				1 278 880 €	Maitrise d'œuvre 94 720 €	Département - Contrat de territoire		268 215 €			
									SBAA - Fonds de concours		100 000 €			
									Etat - DETR		511 552 €			
									Agence de l'eau		15 449 €			
									Autofinancement		383 664 €			
	Aménagement La Grandville		28 781 €						Autofinancement		28 781 €			
	Vestiaires football Saint-René													
	Médiathèque, cyberspace, ludothèque, centre de Loisirs-garderie													
	Centre technique communal													
DEPENSES PAR ANNEE		239 428 €	1 407 661 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	1 947 089 €		RECETTES PAR ANNEE	239 428 €	1 407 661 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €